

Lorsque le Canada rendit publique, en 1975, sa *Stratégie de coopération au développement international* pour la seconde moitié de la présente décennie, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures souligna que ce plan d'action tirait les leçons de vingt-cinq ans d'interventions canadiennes en faveur du «rattrapage» social et économique du Tiers-monde.

C'est en 1950, en effet, que le Canada s'est engagé dans cette immense entreprise internationale en acceptant de participer à la réalisation du Plan de Colombo.

A cette époque, nul n'eût songé à se formaliser qu'on appelât «aide» cet effort de solidarité du Canada envers trois pays nouvellement indépendants du Sud-Est asiatique: l'Inde, le Pakistan et le Ceylan (aujourd'hui Sri-Lanka), membres du Commonwealth. Comme l'indique le titre même du document de 1975, on parle plus volontiers et plus justement, depuis quelque temps, de «coopération» que d'«aide» ou même d'«assistance», ces deux derniers mots étant réservés le plus souvent aux formes particulières de la coopération (aide publique, aide alimentaire, assistance technique, etc.).

A la vérité, ces variations de vocabulaire traduisent de profonds changements, d'ordre quantitatif et qualitatif, qui sont survenus dans les rapports entre les nations depuis un quart de siècle, et plus particulièrement pendant la présente décennie. Les pays associés dans le cadre du Plan de Colombo sont maintenant au nombre de vingt-sept. L'aide publique canadienne*, sous une forme ou sous une autre, s'étend aujourd'hui à quelque soixante-dix pays en développement — dont une quarantaine comptent, au total, plus d'un milliard et demi d'êtres humains que l'ONU considère comme les plus démunis du monde et souvent les plus gravement touchés par les crises écono-

*Toutes les sommes figurant dans ce texte sont exprimées en dollars canadiens. Les quantités de marchandises sont données en tonnes métriques.